

Structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Date de la contribution : 12/07/2019

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Equilibre des Énergies (EdEn), rappelle que les réseaux électriques jouent un rôle fondamental dans le bon fonctionnement du système électrique et que leur mission traditionnelle d'acheminement vers les consommateurs de la production centralisée d'électricité, se trouve aujourd'hui étendue, dans le cadre de la transition énergétique, à bien d'autres aspects : maîtrise des pointes, accueil des énergies renouvelables, sécurité d'approvisionnement, information des consommateurs, cohésion sociale et territoriale, soutien aux initiatives locales, etc. Par ailleurs, de nouveaux usages très importants voient le jour : recharge des véhicules électriques, data centers, refroidissement des locaux en période de canicule. Il est probable que ces usages présentent des profils nouveaux, atypiques de ceux jusqu'alors recensés sur les réseaux.

A contrario, de nouveaux moyens de flexibilité apparaissent ou vont apparaître : pilotage de la recharge, stockage à demeure ou sous forme de batteries de véhicules électriques, pilotage d'équipements domestiques (radiateurs, lave-linge ou lave-vaisselle en complément des chauffe-eau)

Ces facteurs viennent renforcer l'importance que vont jouer les questions de puissance appelée sur les réseaux dans les années qui viennent. La puissance est le facteur dimensionnant des réseaux et de leur coût, cependant que, dans un système décentralisé, ils revêtent un rôle de plus en plus assurantiel.

Cette évolution a été fortement soulignée par EdEn dans ses commentaires sur le TURPE 5. Nous constatons qu'elle est reprise dans les attendus généraux de la note de la CRE sur le TURPE 6. Mais nous ne la retrouvons pas dans les orientations soumises à concertation. Nous souhaitons donc en préambule souligner l'importance de donner un poids plus important au facteur puissance dans la tarification des réseaux. **Conserver une tarification fortement axée sur l'énergie au nom d'une modulation de la répartition des coûts d'infrastructure en fonction du taux d'utilisation de la puissance sur une plage donnée, risque de conduire, dans un système électrique de plus en plus décentralisé qui se met en place, à des anomalies, en particulier dans l'optique du développement des bâtiments intelligents peu consommateurs d'énergie et de l'autoconsommation.**

Sur les principes proprement dit, nous souhaitons faire deux commentaires :

Nous pensons que la définition de l'efficacité est trop restrictive

1. Il ne s'agit pas seulement d'inciter le consommateur à adapter son comportement de manière efficace pour le réseau. Comme il est souvent écrit, le consommateur est devenu un consom'acteur qui prend des décisions d'investissement liées à la production ou au stockage et plus généralement à la flexibilité. Ce sont ces décisions d'investissement qu'il faut orienter dans un sens conforme à l'intérêt général et pas seulement le comportement qui s'ensuit.

2. La question de la péréquation tarifaire est une question centrale, dont nous ne méconnaissons pas le caractère sensible. Si le principe du timbre-poste ne pose pas de problème, la question de la péréquation tarifaire doit être revisitée. On peut se demander comment une stricte péréquation tarifaire peut être préservée, si l'on souhaite inciter les initiatives locales et *a minima* prendre en compte leur incidence économique. Il nous semble qu'il y a contradiction entre la réaffirmation de ce principe et certaines orientations développées plus loin dans le texte (tarifs nodaux par exemple).

Au demeurant, il serait utile de réfléchir à la signification exacte du principe de non-discrimination posé à l'article L 341-2 du code de l'énergie. Le fait de calculer les tarifs selon des principes transparents et non discriminatoires, signifie-t-il – une fois que les tarifs réglementés de l'électricité auront été abandonnés – qu'il faille s'interdire de prendre en compte les particularités et les initiatives locales ? La péréquation au sens strict peut être un frein à l'initiative locale et aussi un facteur d'inégalité.

Question 2 : Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

L'amélioration de la méthode de construction de la composante de soutirage en TURPE 5 présente effectivement un certain nombre d'améliorations en termes de reflet des coûts mais pas suffisantes (ratio puissance- énergie).

L'évolution de la tarification de l'injection nous semble nécessaire afin de prendre en compte la transformation du mix énergétique en cours qui a un impact fort sur les coûts de réseaux. Les signaux économiques qui peuvent être envoyés aux producteurs doivent leur permettre de coordonner leurs choix d'investissements en fonction des impératifs des opérateurs de réseaux.

La généralisation des tarifs horo-saisonnalisés pour tous les utilisateurs semble également nécessaire pour les mêmes raisons.

Les dangers du calcul marginal

Nous sommes par contre très circonspects quant à l'utilisation des méthodes de calcul marginal. Il est en effet possible de démonter n'importe quoi avec un calcul marginal, en jouant sur les hypothèses et les points de vue.

Prenons l'exemple du chauffage électrique auquel on impute souvent la thermo sensibilité du réseau (et très souvent de façon abusive car les calculs montrent que le chauffage électrique intégré des résidences principales n'en explique qu'au plus la moitié).

Admettons qu'un logement supplémentaire nécessite des moyens en production, en transport et en distribution additionnels. On va donc lui imputer les coûts correspondants. Mais doit-on pour autant accroître la charge imputée aux 10 millions de logements pour lesquels l'équipement en réseaux a été réalisé depuis longtemps, qui en ont supporté la charge en son temps et qui est financièrement amorti ?

Supposons par ailleurs que l'on ait, comme prévu dans la PPE, une politique de développement des usages de l'électricité, par pompes à chaleur pour le chauffage et subsidiairement par effet Joule. Il en résultera, a priori, un certain accroissement de la puissance appelée. Mais si, simultanément, on développe de nouvelles flexibilités, telles que le remplacement des vieux convecteurs par des radiateurs programmables et pilotables, la combinaison des deux politiques peut être une réduction de la puissance appelée. Faudra-t-il diminuer la tarification des uns et augmenter la tarification des autres ?

Le calcul marginal par usage est un outil dangereux qui donne souvent lieu à des raisonnements spécieux. On rappellera en outre que le calcul marginal conduit à des résultats non additifs.

Nous pensons qu'il faut considérer le réseau dans sa globalité, comme un ensemble mutualisé, en comparant différents scénarios entre eux, en essayant de caractériser la valeur économique d'un kW assuré et d'un kWh fourni à un instant donné, sans chercher à l'imputer à un usage donné. Pour ce faire, une meilleure identification dans la tarification du facteur puissance souscrite est souhaitable comme déjà indiqué.

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Favorable

Commentaire :

Nous n'avons pas d'objection.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les

autoproducteurs ?

Commentaire :

Les coûts de gestion supplémentaires applicables aux autoproducteurs doivent être intégrés via la tarification à l'injection.

Question 5 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une révision à la baisse du niveau de la composante de comptage ?

Commentaire :

La composante de comptage devrait servir à financer le développement du compteur Linky et doit décroître ensuite pour prendre en compte les économies de relève. Le cas des consommateurs ne disposant pas du compteur Linky doit être considéré.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

Commentaire :

Oui, le nombre de plages horaires semble présenter le bon compromis entre précision du signal et lisibilité du tarif.

Toutefois le cas des autoconsommateurs-autoproducteurs devrait être analysé avec plus de précisions afin d'éviter d'éventuels effet d'aubaine ou des distorsions

Question 7 : Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

Commentaire :

A priori oui, sous réserve qu'il n'y ait pas de problème relatif à celui de l'égalité de traitement entre ceux qui ont un compteur évolué et ceux qui n'en ont pas.

Question 8 : Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Il faut tenir compte du rythme de déploiement des compteurs Linky. Le consommateur final risque de ne pas être à même de gérer lui-même sa consommation en fonction de ces plages temporelles, celle-ci sera vraisemblablement « encapsulée » dans les offres faites par les fournisseurs. Ceux-ci doivent être avertis à temps afin de pouvoir préparer leurs offres.

Question 9 : Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Pas d'objections

Question 10 : Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Nous ne voyons pas actuellement de solution simple à cette question. Elle n'exige pas aujourd'hui de prise de décision. Il faudra voir le moment venu l'ampleur du phénomène et les typologies qui le sous-tendent.

Question 11 : Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HT A à pointe mobile ?

Commentaire :

Nous n'avons pas d'avis sur cette question. Si peu de consommateurs sont actuellement intéressés par cette option, leur nombre peut évoluer par la suite si des offres qui en tiennent compte sont proposées par les fournisseurs.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

Commentaire :

Nous partageons plutôt l'avis de la CRE en raison du peu de gain espéré en regard des complications de la gestion. Ces options sont toutefois à évaluer une fois « encapsulées » dans les offres proposées par les fournisseurs intégrant également la part production.

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

Cette disposition paraît très intéressante mais car elle se rapproche de la réalité physique qui est qu'un consommateur d'électricité consomme avant tout de la puissance instantanée. Mais elle nous semble devoir être impérativement couplée à une augmentation substantielle de la part puissance par rapport à la part énergie sans quoi elle risque d'être de peu d'effet.

Elle devrait être expérimentée au cours du TURPE 6, de façon notamment à jeter les bases d'une généralisation, au cours du TURPE 7, de systèmes de flexibilités tels que le V2G ou le stockage à demeure.

Question 14 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Favorable

Commentaire :

Avis favorable

Question 15 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Favorable

Commentaire :

Avis favorable

Question 16 : Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

Commentaire :

Nous pensons que cette disposition ouvrirait des opportunités et doit donc être testée. C'est l'un des moyens qui faciliterait l'adoption du véhicule électrique en copropriété, avec un système de facturation individuelle, ne craint pas de charge nouvelle pour le syndic, mais n'obligeant pas l'usager à souscrire deux abonnements.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de productions non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Commentaire :

Oui – Voir réponse à la question 2.

Question 19 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Commentaire :

Il nous paraît indispensable que les coûts pour le réseau engendrés par les producteurs leur soient imputés.

Question 20 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HT B reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Réponse identique à celle de la question 19.

Question 21 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HT A reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Commentaire :

Réponse identique à celle de la question 19.

Question 22 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection visant à faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de l'implémentation d'un tel tarif ?

Nous n'avons pas d'avis sur cette question qui concerne principalement le réseau de transport.